



Mardi 17 novembre 2015

Communiqué de presse de Jean-Pierre BLAZY

Député-maire de Gonesse

Rassemblement francilien élus-riverains contre les nuisances aériennes devant le Ministère de l'Écologie

Jean-Pierre Blazy alerte les pouvoirs publics sur le coût social et environnemental du transport aérien et appelle à la mobilisation citoyenne

Le 10 novembre dernier j'ai participé aux côtés des associations de riverains des aéroports Paris-CDG et Paris-Orly et des élus des communes impactées à un rassemblement contre les nuisances aériennes devant le Ministère de l'Écologie.

Au préalable, j'ai fait partie d'une délégation constituée d'élus de toutes tendances politiques et de responsables d'associations, reçue par les membres du cabinet du secrétaire d'État aux Transports. Alors que j'ai pu mettre en avant le coût social, environnemental et sanitaire du transport aérien, et l'aggravation de la situation sur les territoires aéroportuaires pour les populations, l'absence de réponse de nos interlocuteurs fut assourdissante ! On nous a dit : « faites nous des propositions ! ».

L'environnement, la santé, la dévalorisation des biens immobiliers en zone de bruit étaient au cœur des interventions. Mais la seule problématique reconnue par le directeur de cabinet de M.Vidalies fut l'emploi... Hors sujet ! C'est un sentiment de mépris et d'incompétence qui dominait à la sortie et qui s'est exprimé devant les 300 manifestants.

Pourtant, à quelques jours de la COP 21, et face à l'augmentation annoncée du trafic aérien en Ile-de-France, l'État doit redevenir stratège sur ce dossier et agir. La poursuite d'une gestion à saturation des plates-formes existantes sans anticipation de l'évolution du trafic (doublement d'ici 2034) serait catastrophique. ADP vient d'annoncer une progression de 4% du trafic en octobre 2015 par rapport à la même période en 2014...

Alors que l'Ile-de-France concentre 60% du trafic aérien national, j'appelle les pouvoirs publics à prendre la mesure des enjeux liés à l'aggravation des nuisances aéroportuaires (sonores et atmosphériques) subies quotidiennement par les populations riveraines. Rien n'a été dit sur la desserte aérienne du Grand Paris alors qu'il serait opportun de poser les différents scénarios de développement du système aéroportuaire national et parisien.

Le rassemblement du 10 novembre n'était qu'une première étape et j'en appelle à la poursuite de la mobilisation citoyenne dans les mois qui viennent.